

Droit, Economie, Gestion Mention : Droit de l'entreprise

Spécialité : Droit Bancaire et Financier

RNCP13500 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	313, 128
Code(s) ROME	K1903, C1205, M1207, K1505
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

UNIVERSITE DE MONTPELLIER I

<http://www.univ-montp1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire du Master Droit bancaire et financier peut exercer le métier de responsable d'une direction juridique et contentieuse.

A ce titre, il est amené à traiter :

- les questions juridiques
- Il suit les évolutions législatives et réglementaires
- Il adapte les procédures internes aux exigences juridiques
- Il conseille les diverses entités de l'établissement
- Il conçoit et met en place les opérations de financement
- Il vérifie la rédaction des actes et des contrats
- Il assure les relations avec les divers intervenants (avocats, huissiers, notaires, tribunaux)
- Il assure les relations avec les organismes professionnels
- les dossiers contentieux
- Il analyse les dossiers
- Il décide des moyens d'action
- Il conduit les négociations et est en relation avec les avocats
- Il conduit les procédures

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du master Droit bancaire et financier :

- possède une parfaite connaissance des matières juridiques relatives à son activité
- maîtrise les techniques de rédaction des contrats
- maîtrise la langue juridique
- est capable d'analyser et de comprendre une situation juridique complexe
- est capable de situer un problème dans un contexte global
- est capable de proposer les solutions juridiques appropriées

- maîtrise les techniques de négociation contractuelle
- maîtrise les règles et les pratiques de procédure
- est capable d'utiliser une base de données juridiques
- maîtrise les techniques de recherche de l'information

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le titulaire du Master Droit bancaire et financier exerce au sein d'établissements bancaires et de crédit, d'institutions de contrôle (Banque de France, Banque Centrale Européenne, Commission bancaire), d'établissements financiers, de cabinets spécialisés (conseils juridiques, conseils financiers, avocats).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Il peut exercer les métiers suivants :

- Directeur de service juridique ou cadre dans un service juridique
- Conseil juridique
- Avocat spécialisé
- Contrôleur

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 790 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) QCX01 — Employés et techniciens commerciaux de la banque · tension 5/5 (Très élevée) QCX02 — Cadres et indépendants commerciaux de la banque · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	23 038
Jugés difficiles à recruter	29 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats QCX01 — Employés et techniciens commerciaux de la banque QCX02 — Cadres et indépendants commerciaux de la banque

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur).

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants chercheurs et professionnels (Décret 2002-590 du 24 avril 2002).

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/13500/>